Marcel FOURNIER

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1976)

“Les conflits de discipline:
philosophie et sciences sociales
au Québec, 1920-1960”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Fournier, "Marcel Fournier, "Les conflits de discipline : philosophie et sciences sociales au Québec, 1920-1960." Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Claude Panaccio, *Philosopher au Québec*, pp. 207-236. Montréal: Les Éditions Bellarmin, 1976, 264 pp. Collection: L'univers de la philosophie, no 5.. Montréal: PUM. [Autorisation accordée par l'auteur le 12 décembre 2002]

M. Marcel Fournier est sociologue à l'Université de Montréal et directeur de la revue *Sociologie et Sociétés*.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 6 mai 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

1. [La philosophie thomiste, une caution](#)
2. [La stratégie du « bluff » ?](#)
3. [Différenciation et indifférence](#)

[Tableau 1](#) Dénomination des sections auxquelles participent les philosophes, Congrès annuels de l'ACFAS, 1933-1960

[Tableau 2](#) Communications en sciences humaines et sociales présentées aux congrès annuels de l'ACFAS, 1935-1960

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme il est quelque peu idéaliste de croire que les idées ou les sciences ont une « vie propre, une histoire immanente » (Koyré), il l'est aussi de réduire les conflits de disciplines universitaires à des conflits d'idées ou de méthodes intellectuelles. Dans un petit ouvrage, *Le conflit des facultés* (1798), Kant, qui rêve de voir la Philosophie s'élever au premier rang des Facultés universitaires, n'échappe certes pas à ce danger, mais il reconnaît cependant que la hiérarchie générale des facultés n'est pas l'œuvre seule de la communauté scientifique: cette hiérarchie est aussi l'œuvre du gouvernement qui attribue en effet une position supérieure aux Facultés qui lui « procurent l'influence la plus forte et la plus durable sur *le peuple* », c'est-à-dire à :la théologie, au droit et à la médecine qui s'intéressent respectivement au « salut de l'âme », au « bien social » et au « bien de la santé »¹. Quant à la pauvre philosophie qui ne produit ni dogmes ni codes ni règlements sanitaires, elle est en quelque sorte reléguée à un second plan parce qu'inutile - celle-ci est certes libre mais sans autorité (par rapport au gouvernement) - et est amenée, par sa

¹ S'il en est ainsi, c'est, selon Kant, que « le peuple ne place pas avant tout son bonheur dans la liberté mais dans ses fins naturelles, donc dans ces trois points: être bienheureux après la mort ; dans la vie, avec les autres hommes, avoir ses biens garantis par les lois civiles ; enfin avoir en perspective la jouissance physique de la vie en soi (c'est-à-dire de la santé et d'une longue vie) ».

volonté d'imposer « la législation de la raison », à entrer non seulement en conflit avec les trois Facultés supérieures mais aussi en opposition avec le gouvernement.

Il ne semble pas, et c'est là l'hypothèse que nous formulons, que la hiérarchie des disciplines soit indépendante de leur utilisation sociale, ou plus précisément de leur réponse à des demandes qui proviennent soit de l'État, soit, plus généralement, de groupes et classes sociales: pour autant que « la légitimité d'une classe dominante passe par la légitimité de ses intellectuels »², la lutte pour le pouvoir dans le champ intellectuel et donc pour la domination des instruments de production idéologique ne peut pas être totalement dissociée de la lutte dans le champ du pouvoir (politique). Trop souvent, lorsqu'on veut rendre compte de la position hiérarchiquement supérieure de disciplines dans le système universitaire et dans le champ intellectuel, on ne prend en considération que de grandes et vagues transformations sociales et économiques que connaît une formation sociale : la réorganisation du système d'enseignement, la redéfinition de la « culture générale » et la modification du statut de la philosophie ne seraient par exemple que l'effet ou la réponse à des transformations économiques (concentration des entreprises, liaison étroite entre science et technologie, division technique du travail plus poussée, etc.)³. Sans être totalement fausse, cette analyse macrosociologique qui lie changements économiques, crise de la culture ou de la civilisation et crise de l'enseignement, n'en demeure pas moins partielle et partielle: ce ne sont pas tant les transformations économiques elles-mêmes que les modifications de la structure des rapports entre groupes et classes sociales qui sont au principe des changements du système d'enseignement et de la structure du champ intellectuel.

Il faut cependant éviter d'en conclure que tout conflit de disciplines est nécessairement un conflit de classes: ces conflits sont d'abord des conflits entre groupes d'intellectuels, mais la chance qu'un groupe a de sortir victorieux de ce conflit et d'acquérir le monopole de la légitimité culturelle est, principalement lorsque le champ intellectuel est faiblement organisé et peu autonome, d'autant plus grande que celui-ci parvient à s'assurer l'appui de groupes et classes sociales dont le poids dans la structure sociale est important. Si, par exemple, la philosophie a occupé pendant longtemps une position élevée, celle de « reine des sciences », dans le système d'enseignement

² THIBAUT, Pierre, *Savoir et pouvoir*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1970.

³ C'est là l'argumentation que développent les membres de la Commission Parent et aussi plusieurs intellectuels québécois. Dans leur recherche d'une légitimité culturelle, les spécialistes en sciences sociales tiennent souvent un discours semblable: les sciences sociales sont des disciplines indispensables parce qu'elles apportent une solution à la crise actuelle de la culture qu'a provoquée la révolution scientifique, technique et sociale et qu'elles contribuent à la constitution d'une « culture moderne », i.e. « une culture universelle qui assume la diversité des milieux sociaux aussi bien que la spécialisation exigée par le progrès scientifique ».

québécois, la raison en est que ce savoir constituait un capital culturel hautement valorisé à la fois par les membres du clergé et les membres de la petite bourgeoisie (avocats, notaires, archivistes, fonctionnaires, etc.) qui occupaient une place relativement importante dans la structure sociale et qui détenaient des postes de direction dans l'appareil d'État et dans le système scolaire.

Depuis une vingtaine d'années, il y a eu, corrélativement à la transformation du champ économique et des structures des entreprises, l'apparition de nouvelles couches et catégories sociales : par exemple, les scientifiques et les techniciens, les spécialistes en sciences humaines, en sciences sociales et en marketing, les cadres moyens des services médicaux et sociaux, les spécialistes de la production et de la diffusion de biens et services symboliques, etc. C'est en fait l'apparition de ces nouvelles couches et catégories sociales, - que l'on peut identifier comme la « nouvelle petite bourgeoisie », - qui, entraînant une diminution de l'importance relative dans la structure sociale des professions de la petite entreprise et du commerce et des professions libérales, militaires et religieuses, provoque, au début des années 1960, la modernisation de l'appareil d'État et la réorganisation du système d'enseignement. Dès lors, à l'ancien capital culturel (maîtrise des langues anciennes, connaissance de la philosophie et de l'histoire, etc.) que transmettait l'École à ceux qui devaient accéder aux positions dominantes du champ du pouvoir (politique), se substitue un nouveau capital culturel (maîtrise des relations interpersonnelles, connaissances de l'économie et de la politique, sensibilisation aux mathématiques et à l'informatique, etc.) que les membres de la nouvelle petite bourgeoisie ont acquis et dont ils tentent d'élever la valeur scolaire et sociale.

L'analyse des conflits entre la philosophie et les sciences sociales et humaines au Québec ne peut être effectuée -sans référence à ces transformations de la structure des rapports sociaux : en effet, aussi longtemps que les « groupes-supports » des sciences sociales et humaines furent numériquement faibles et qu'ils n'accédèrent pas à des positions de pouvoir dans les champs politique, économique et intellectuel, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1950, les spécialistes en sciences sociales et humaines évitèrent stratégiquement de s'opposer aux responsables de l'enseignement de la philosophie, préférant au contraire associer et même subordonner leurs disciplines à la philosophie.

1. La philosophie thomiste, une caution

[Retour à la table des matières](#)

Tant que des membres du clergé et de communautés religieuses monopolisent l'ensemble des positions et en particulier les positions supérieures, dans le système d'enseignement supérieur, les intellectuels qui tentent de constituer de nouveaux corps de spécialistes et de les insérer dans le système universitaire peuvent difficilement ne pas respecter leur idéologie et leurs intérêts : ainsi Édouard Montpetit, qui, en 1920, met sur pied une École des Sciences sociales à l'Université de Montréal, est-il contraint de donner à ce nouvel enseignement une orientation « manifestement thomiste, pontificale et nationale », d'accepter au Conseil de l'École la présence de Mgr Gauthier et de recruter un professeur de philosophie sociale qui soit un ecclésiastique (l'abbé Léonidas Perrin).

Malgré de nombreuses modifications, cette École (en 1943, Faculté), qui demeure pendant longtemps une école de « culture générale », maintient jusqu'au milieu des années 1950 la philosophie comme la « base » de son enseignement et conserve des liens étroits avec la Faculté de Philosophie : des professeurs de la Faculté de Philosophie enseignent la morale sociale aux étudiants en sciences sociales et, en échange, des professeurs de l'École des Sciences sociales donnent quelques cours (droit social, droit naturel personnel) aux étudiants en philosophie. Durant ces années, la Faculté de Philosophie est, faut-il préciser, en position de force et connaît un développement plus rapide que l'École des Sciences sociales : cette Faculté, fondée en 1921 et définitivement approuvée par Rome en 1936, connaît en effet, au début des années '40, un grand dynamisme marqué par le rattachement de l'Institut d'Études médiévales (du Collège des Dominicains d'Ottawa) et la fondation de l'Institut de Psychologie, que dirige le R.P. Noël Mailloux, o.p. Son budget qui, en 1929-30, était inférieur à celui de l'École des Sciences sociales (\$3,000 en comparaison de \$7,265) est, quinze ans plus tard, près du double de celui des Sciences sociales (\$37,000 en comparaison de \$21,000). L'École des Sciences sociales, qui ne recrute alors pas de professeurs de carrière et dont -

les normes d'admission ne sont pas sévères, est pour sa part l'objet de nombreuses critiques ⁴ et apparaît à certains comme un échec puisqu'elle ne forme pas de véritables spécialistes: cette École, dont la direction est confiée en 1950 à Esdras Minville, ne parvient ni à se différencier totalement d'autres facultés ou écoles (Faculté de Droit, École des Hautes Études Commerciales ⁵) ni à décerner des diplômes qui aient sur le marché du travail une va-leur élevée. Enfin, si ce n'est de permettre à des étudiants et à de jeunes membres des professions libérales (en particulier, en droit) d'acquérir un « supplément de culture » et par là même de « conserver le prestige dont les entoure notre société » ⁶, sa seule fonction est de contribuer, en collaboration étroite avec l'École Sociale Populaire et les Semaines Sociales du Canada, à la diffusion de la doctrine sociale de l'Église.

Tout se passe comme si, obligés dans un premier temps de s'appuyer sur la philosophie thomiste et de s'inspirer des Encycliques pontificales, les responsables de l'enseignement des sciences sociales qui partagent une conception très normative de leurs disciplines, pouvaient difficilement dissiper la confusion entre l'enseignement des sciences sociales et celui de la doctrine sociale de l'Église: leur différenciation, qui implique la déconfectionnalisation des sciences sociales, ne se réalise en fait que corrélativement à la transformation de divers mouvements sociaux (syndicalisme, coopératisme), à la modernisation-rationalisation de l'appareil d'État et à la réorganisation du système d'enseignement et nécessite le recrutement d'une nouvelle génération de professeurs et de chercheurs. Tant que ceux qui détiennent les positions de pouvoir dans les champs politique, religieux et intellectuel considèrent que « la question sociale est, avant tout, une question morale et religieuse et que par conséquent c'est d'après la loi morale et le jugement de l'Église qu'il faut la résoudre », les responsables de l'enseignement universitaire des sciences sociales ont largement recours à la philosophie (thomiste) et n'entrent pas en conflit avec les responsables de l'enseignement philosophique. Et la meilleure preuve d'orthodoxie que puisse fournir un responsable de l'enseignement des

⁴ « Les cours se succèdent au coq-à-l'âne, selon le dévouement des braves gens ou au hasard des pompiers de passage, et si l'on oublie de mentionner Keynes au nombre des économistes récents, on se rattrape par les cours sur le service sanitaire, la protection de l'enfance, la colonisation, les minorités françaises, la psychologie anglo-saxonne, la petite industrie et la technique diplomatique » (P.E. TRUDEAU, *La grève de l'amiante*, Éditions Cité Libre, Montréal, 1956, p. 55).

⁵ L'École des Sciences sociales tente certes de développer sa spécificité qu'est l'observation et l'analyse des faits sociaux : par exemple, en 1944, Arthur Saint-Pierre crée un Institut de sociologie, dont la tâche devait être de « s'intéresser aux problèmes qui pouvaient naître de la guerre et de l'après-guerre ». Mais principalement à cause de ses faibles ressources, cet institut ne réalise aucune recherche importante. (A. SAINT-PIERRE, « Esquisse de la pensée sociale au Canada français », *Culture*, IV, 1957, p. 325). Il y a, à cette époque, d'autres groupes qui apparaissent beaucoup plus dynamiques : par exemple, celui qui aux H.E.C. entoure Esdras Minville et qui entreprend de façon systématique les premières recherches économiques organisées: « *Études sur notre milieu* ».

⁶ PERREAULT, A., « Les professions libérales », *L'Action française*, vol. IV, no. 3, mars 1920, p. 106.

sciences sociales est non seulement d'introduire des cours de philosophie sociale et des cours sur les Encycliques mais aussi et surtout d'être lui-même un philosophe (thomiste) et un ecclésiastique.

Parmi les intellectuels qui les premiers s'intéressent aux sciences sociales, l'on retrouve en effet un grand nombre de membres du clergé, qui trouvent aussi là un moyen de maintenir leur emprise intellectuelle sur les jeunes générations⁷. Ainsi, le fondateur d'une Société d'Économie sociale et politique en 1905 est l'abbé Stanislas Lortie, professeur de philosophie à la Faculté des Arts de l'Université Laval et auteur du premier manuel québécois de philosophie, *Les thèses philosophiques*. Et vingt ans plus tard, lors qu'est mise sur pied, à l'Université Laval, une première École des Sciences sociales, c'est à des ecclésiastiques-philosophes que l'on en confie la responsabilité⁸; de plus, cette nouvelle École n'est qu'une « annexe » de l'Institut Supérieur de Philosophie⁹ et offre un enseignement (du soir) qui est très peu différencié de celui de la philosophie. « Les sciences sociales constituent, affirmait alors Mgr Camille Roy, vice-recteur de l'Université Laval, un ensemble de doctrines qu'il importe de faire reposer sur des principes solides de philosophie, si l'on ne veut pas qu'elles soient faussées par des inductions trop variables ou par des passions trop égoïstes. La sociologie doit tenir compte à la fois des principes et des réalités »¹⁰. Tel est aussi le point de vue que défendait, quelques années plus tôt, l'abbé Arthur Robert, assistant-directeur de l'Institut Supérieur de Philosophie et directeur de l'École des Sciences sociales: « La sociologie

⁷ Léon Gérin apparaît, à la fin du XIXe siècle et début du XXe siècle, une exception à la règle. Mais celui-ci paie son attachement à une conception « positiviste » de la science sociale d'une certaine forme de relégation qu'est l'« exil » dans la fonction publique fédérale. Cependant si Gérin est exclu du système universitaire, ce n'est pas seulement à cause de ses idées: il faut aussi prendre en considération le fait que l'université québécoise de langue française recrute alors très peu de professeurs de carrière et qu'elle n'occupe pas, dans le champ intellectuel, une position très élevée. À plusieurs reprises, GÉRIN est amené à se défendre: par exemple en réponse à un article de l'Abbé J.A.M. BROSSEAU (« Étude critique du livre d'E. Desmolins », *La Revue Canadienne*, vol. 56, mars 1904, p. 295), il répond vigoureusement que « la science sociale ne se confond pas plus avec la morale et la religion qu'elle ne se confond avec la psychologie et la physiologie » (« M. Desmolins et la science sociale », *La Revue Canadienne*, vol. 56, avril 1904, p. 356).

⁸ Les professeurs sont pour la plupart des membres du clergé: l'abbé Arthur Robert, Mgr Wilfrid Lebon (sociologie), l'abbé Cyrille Gagnon (droit naturel), Mgr L.-A. Paquet (politique chrétienne), l'abbé G. Deschêne (morale sociale), l'abbé Ferdinand Vandry (droit de l'Église) et le R.P. Archambault (Action catholique). Quelques laïcs ont aussi la charge de certains cours: Magnan, Grégoire, L'Heureux et Hamel.

⁹ Il est à noter que l'Institut Supérieur de Philosophie, qui existe depuis quelques années, est alors très étroitement relié à la Faculté de Théologie: son premier directeur, Mgr L.-A. Paquet, est lui-même doyen de la Faculté de Théologie. « On sait, peut-on lire dans *l'Annuaire de l'Université Laval*, 1927-1928, le rôle primordial que joue la philosophie dans le domaine théologique: la théologie s'en sert comme d'un instrument nécessaire. D'autre part, placée au sommet de la raison et de l'observation, elle les domine toutes par l'universalité de ses principes; elle les oriente et les gouverne; ce qui lui a valu le titre de reine des sciences humaines ».

¹⁰ Mgr Camille ROY, in *Annuaire de l'Université Laval*, 1931-1932, L'Action Sociale, Québec, 1932, p. 315.

n'est pas seulement une science Positive mais aussi normative. C'est une philosophie de l'action: elle doit tracer une ligne d'action. Aussi bien entre elle et la morale, il n'y a pas de conflit. L'une et l'autre se prêtent main forte, ou mieux, la sociologie est une partie de la Morale sociale » ¹¹.

Associer ainsi philosophie et sociologie (et sciences sociales) apparaît une position intellectuelle qui est largement dominante au Québec jusqu'aux années 1950 et qui n'est pas sans avoir une signification politique: celle de légitimer un certain ordre social. Et c'est d'ailleurs souvent au nom du maintien de cet ordre que sont disqualifiés tous les intellectuels qui osent développer une science sociale qui ne se fonde pas sur la doctrine de Saint-Thomas: « Certains sociologues ont malheureusement, écrivait l'abbé Robert, de la science sociale un concept faux dont l'application conduirait à l'instabilité et à la ruine » ¹². Il est vrai qu'à cette époque où l'enseignement des disciplines « profanes » se développe et devient de plus en plus important et où la crise économique risque d'entraîner de grandes transformations sociales, politiques et économiques, de clergé a peu d'intérêt à abandonner le contrôle de l'enseignement des sciences sociales aux laïcs, particulièrement à des laïcs qui n'ont pas reçu une profonde formation religieuse et philosophique. L'impact de la première École des Sciences sociales à l'Université Laval est cependant faible : pendant les six premières années, le nombre d'étudiants aux cours du soir est d'une vingtaine et la plupart s'inscrivent comme auditeurs libres. Quant aux professeurs, ils demeurent beaucoup plus identifiés à leur première occupation (théologie, philosophie ou droit) qu'à celle de spécialiste en sciences sociales et n'entreprennent guère de recherches ou de réflexions importantes ¹³.

¹¹ Abbé Arthur ROBERT, « La morale et la sociologie », *Mémoires et compte-rendus de la Société Royale du Canada*, 3e série, vol. 16, 1922, p. 107. Ce texte est une critique des positions théoriques de Levy-Bruhl et de Durkheim, dont le tort est d'avoir ignoré « la philosophie morale d'Aristote complétée par Saint-Thomas ».

¹² Ibid. p. 94.

¹³ Aucun membre du corps professoral de cette première École des Sciences sociales ne participe, en 1936, à la fondation de la Société d'études économiques de Québec qui regroupe une quarantaine de membres et qui s'affilie à l'ACFAS. L'on peut penser que cette Société a contribué à la remise en question de l'orientation de l'École : le premier président en est P.H. Guimont, qui, en 1938, fera partie du corps professoral de la « nouvelle » École des Sciences sociales. De plus, l'on retrouve parmi les conférenciers invités à présenter une communication aux membres, le R.P. Georges-Henri Lévesque, qui en 1937, aborde le thème « Science et doctrine économique ».

2. La stratégie du « bluff » ?

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'en 1935, le R.P. Georges-Henri Lévesque prend en main l'École des Sciences sociales de l'Université Laval, la réorganisation-réorientation de l'enseignement semble s'effectuer sous le signe de la continuité: son nouveau directeur est, en effet, un religieux qui a acquis une solide formation en théologie et en philosophie et qui valorise hautement la philosophie thomiste et la doctrine sociale de l'Église; de plus, celui-ci n'exclut pas les anciens professeurs, maintient l'affiliation de son École à la Faculté de Philosophie¹⁴ et conserve comme objectif de « former des maîtres, des apôtres et des chefs sans lesquels il sera vain d'espérer un ordre social chrétien ».

La subordination des sciences sociales à la philosophie est, à ce moment, largement stratégique puisqu'elle permet d'éviter les critiques à la fois de la direction de l'Université et des fractions les plus conservatrices de la classe dirigeante et du clergé et qu'elle masque la réalisation d'importantes modifications (mise sur pied d'un programme de cours du jour, valorisation du diplôme et du titre, recrutement de jeunes professeurs formés principalement aux États-Unis, spécialisation progressive de l'enseignement, etc.). De telles précautions sont aussi prises par les professeurs de l'École et même par les professeurs étrangers: ainsi Everett Cherrington Hughes, qui, après un bref séjour à l'Université Laval, publie un « Programme de recherches sociales pour le Québec »¹⁵ présente en introduction une longue citation (en latin) de Saint-Thomas et affirme que « celui qui veut faire une étude sérieuse de la société doit être un humaniste possédant une bonne formation philosophique, historique et littéraire... »

¹⁴ Le maintien de cette affiliation est principalement critiqué par les membres de la Faculté de Droit qui demandent que les sciences sociales soient enseignées, tout comme dans plusieurs universités françaises, à la Faculté de Droit.

¹⁵ HUGHES, Everett Cherrington, « Programme de recherches sociales pour le Québec », *Cahiers de l'École des Sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 2, n° 4, 1913, 41 p.

Mais dès que, d'une part, l'École des Sciences sociales acquiert, en devenant Faculté (1943), une plus grande autonomie par rapport à la philosophie et que, d'autre part, elle se développe plus rapidement que la Faculté de Philosophie ¹⁶, la tolérance disparaît pour faire place à des critiques nombreuses et sévères. Et il est, à ce moment, d'autant plus facile aux dénonciateurs de dégager la signification politique de modifications pédagogiques que les professeurs interviennent alors, à leur propre compte, dans les conflits sociaux et politiques ; par exemple, en ce qui concerne la déconfectionnalisation des coopératives. Devant les accusations qui remettent en question l'orientation « trop scientifique » et « trop laïque » de l'enseignement des sciences sociales, le R.P. Lévesque doit lui-même se défendre, par exemple par la présentation d'un mémoire à la direction de l'Université Laval: celui-ci tente alors de démontrer que la Faculté offre de nombreux cours où est présentée la doctrine sociale de l'Église et de justifier l'importance accordée aux « études positives » dans le programme d'enseignement ¹⁷. Il ne semble cependant pas que la conception « dualiste » de la science sociale que le R.P. Lévesque, o.p. développe satisfasse les fractions plus conservatrices du clergé puisque quelques années plus tard il est accusé d'« hérésie » devant la Congrégation des Séminaires et des Universités. Mais s'il n'est pas condamné, ce n'est pas seulement parce qu'il ne conteste pas vraiment la hiérarchie catholique mais aussi surtout parce qu'il a acquis, dans les luttes antérieures, une grande autorité religieuse et intellectuelle et qu'il s'est assuré l'appui de membres du haut clergé québécois. De plus, sa contestation rencontre les intérêts d'un groupe important de laïcs, qui, même s'ils demeurent fidèles à l'Église, sont hostiles à la mainmise du clergé sur des institutions non religieuses.

Le moment où les sciences sociales entrent, un peu malgré elles et en dépit des nombreuses précautions (oratoires et institutionnelles) que prennent leurs responsables, en conflit avec la philosophie (thomiste) coïncide donc avec celui où ces « nouvelles » disciplines acquièrent une position et un poids plus élevés dans la structure universitaire et deviennent, pour un plus grand nombre de membres de la nouvelle petite bourgeoisie, un capital culturel hautement valorisé. La signification politique de ce débat intellectuel, que plusieurs spécialistes en sciences sociales feignent d'ignorer en se disant eux-mêmes thomistes et en citant des textes de philosophies thomistes ¹⁸, n'échappe pas à

¹⁶ Au milieu des années 1940, la Faculté des Sciences sociales devient, si l'on tient compte du budget des dépenses académiques et du nombre d'étudiants, plus importante que celle de Philosophie: en 1945-46, la Faculté des Sciences sociales a un budget de \$48,000 (en comparaison de \$25,000 pour la Philosophie) et regroupe un nombre d'étudiants qui est le double de celui des étudiants inscrits en Philosophie (108 en comparaison de 57). Durant les années 1950, cet écart ne fera que s'accroître davantage.

¹⁷ R.P. Georges-Henri LÉVESQUE, *L'enseignement de la doctrine sociale de l'Église à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval*, déc. 1947.

¹⁸ Parmi les textes de philosophie thomiste, il y en a un qui est, au cours des années 1940, largement utilisé par les spécialistes en sciences sociales: Charles DE KONINCK, « Sciences sociales et sciences morales », *Laval Théologique et Philosophique*, vol. 1, 1945. C'est par exemple sur la base d'une référence à ce texte que Jean-Charles Falar-

ceux qui luttent pour le maintien de l'ordre social et qui craignent toute réforme politique et sociale: pouvant difficilement, au nom de la science, mettre en question la compétence des « nouveaux » spécialistes et les disqualifier, ceux-ci n'ont comme seule alternative que de mettre en doute leur « bonne foi » (et leur foi), par exemple en les accusant d'être « communistes », « gauchistes », etc. Et, alors même que le R.P. Lévesque et les professeurs de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval réussissent à imposer, au sein du système universitaire et du champ intellectuel, leur conception des sciences sociales, le Gouvernement provincial, que dirige Maurice Duplessis, tente parallèlement de diffuser une « sociologie » largement inspirée de la doctrine sociale de l'Église ¹⁹.

Il serait trop facile de conclure que les références-révérances que les spécialistes en sciences sociales font à la philosophie thomiste (et aux Encycliques pontificales) ne constituent qu'une stratégie d'expression ostentatoire d'humilité et donc de bluff. Mais pendant que le R.P. Lévesque, o.p., qui est profondément thomiste, affirme que « la science sociale est une connaissance intégrale de la vie sociale, c'est-à-dire d'abord la constatation expérimentale positive et l'explication des faits complétées ensuite par la connaissance normative des devoirs sociaux, c'est-à-dire en deux mots, une science et une philosophie de la Société » ²⁰, les professeurs de la Faculté entreprennent, pour leur part, des recherches empiriques et diffusent un enseignement qui tendent non seulement à négliger la doctrine sociale catholique mais aussi à remettre en question la légitimité de ceux qui détiennent les positions de pouvoir dans les champs intellectuels, religieux et politiques. Il en est de même à l'Institut de Psychologie de l'Université de Montréal, dont l'objectif est

deau, qui fut un élève de De Koninck et qui est alors professeur de sociologie à l'Université Laval, évite d'opposer radicalement la sociologie et la philosophie: la sociologie est, selon lui, « loin de s'opposer, encore moins de vouloir se substituer à la philosophie sociale, car elle se situe « à l'intérieur même de la morale » en ce sens qu'elle doit « emprunter à la philosophie morale ses prémisses fondamentales concernant la nature de l'homme et sa finalité propre » (Jean-Charles FALARDEAU, « Qu'est-ce que la sociologie », *Culture*, X, 1949, pp, 250-261).

¹⁹ Ainsi, à la fin des années 1940, le Service de l'Apprentissage du Ministère du Travail publie une série de brochures rédigées par l'abbé Oliva Bélanger et dont l'objectif est d'inculquer, principalement aux élèves des Centres d'Apprentissage, les principes sociaux chrétiens. La série, qui débute par une *Introduction aux sciences sociales à l'usage des travailleurs* (1948), devait se subdiviser en trois sections: la Sociologie, qui comprend des cours de sociologie générale et des cours de sociologie du travail; l'Économie et la Politique. Mais seuls les cours de sociologie générale (La personne humaine, Les époux, La famille, La profession, La nation, l'univers) et les cours de sociologie du travail (Les régimes de travail, L'apprentissage, Le compagnonnage, Le travail, Le salaire, La conscience professionnelle, La propriété privée, Capital et travail, Le contrat de travail, Les unions ouvrières, Le Ministère du Travail, la Loi des relations ouvrières, la Loi des conventions collectives, la Loi des accidents du travail, l'Évolution à faire) ont pu être publiés et être discutés dans le cadre de cercles d'études (Abbé Oliva BÉLANGER, *Nos cercles d'études*, Publication du Service de l'Apprentissage, Montréal, 16 p.)

²⁰ R.P. Georges-Henri LÉVESQUE, o.p., « Principes et faits dans l'enseignement des sciences »; communication présentée à la *Canadian Political Science Association*, 29 mai 1947, p. 12.

officiellement, selon les dires de son directeur, le R.P. Noël Mailloux, o.p., de réaliser « l'intégration des données de la psychologie scientifique en une synthèse originale qui soit en continuité avec la philosophie thomiste et la doctrine catholique dans son ensemble »²¹ : les jeunes chercheurs effectuent alors des recherches empiriques dites « positives » sur la délinquance, les relations ethniques, etc., et s'inspirent beaucoup plus des travaux de psychologie (en particulier américaine) que des Encycliques pontificales.

Il serait en fait plus exact d'affirmer que les responsables de ces nouveaux enseignements qui se différencient graduellement de celui de la philosophie constituent une sorte de paravent derrière lequel a pu se réaliser le glissement d'une science sociale catholique vers une science sociale dite « positive » dont l'inspiration est plus nettement américaine. L'on comprend dès lors mieux pourquoi tant de premiers responsables des nouveaux enseignements en sciences humaines et sociales soient des membres du clergé ou de communautés religieuses²²: tactique mais contradictoire, l'alliance entre des membres du clergé convertis aux sciences sociales et des jeunes, qui entendent se spécialiser et faire carrière dans ce nouveau champ, apparaît en effet comme une condition nécessaire de l'institutionnalisation des sciences sociales au Québec²³.

²¹ R.P. Noël MAILLOUX, o.p., « Le dixième anniversaire de l'Institut de Psychologie », *Contributions à l'Étude des Sciences de l'Homme*, ri. 2, 1953, p. 7. Dans un article sur la délinquance, le R.P. Mailloux tente, quelques années plus tard, de montrer comment son « effort de réflexion théorique, d'investigation empirique et de mise au point technique » se situe « dans le prolongement immédiat d'une conception du délinquant, du délit et de la peine qui tienne explicitement compte des incidences ontologiques, morales et religieuses ». La plus grande partie de cet article est consacrée à la présentation des « enseignements lumineux qui se dégagent des documents pontificaux récents » (R.P. Noël MAILLOUX, « Le problème de la délinquance au Canada », *Contributions à l'Étude des Sciences de l'Homme*, n° 3, 1956, pp. 193-206.)

²² En plus des R.P. Lévesque et Mailloux, l'on retrouve aussi les R.P. Poulin o.m.i. (Service social, Université Laval), Guillemette, o.p. (Service social, Université de Montréal) et Bouvier, s.j. (Relations industrielles, Université de Montréal) et les abbés Dion (Relations industrielles, Université Laval) et Lacoste (Sociologie, Université de Montréal). Ce sont là des transfuges, c'est-à-dire des intellectuels qui formés d'abord dans une discipline s'intéressent ensuite à une autre. De tels phénomènes sont fréquents dans le développement de disciplines intellectuelles et scientifiques et constituent une source importante d'innovations (J. BEN-DAVID et R. COLLINS, « Social Factors in the Origins of a New Science: the Case of Psychology », *American Sociological Review*, 31 (4), August 1966, pp. 451-465). L'on peut évidemment se demander si un principe d'explication de ces passages d'une discipline à une autre ne réside pas dans l'augmentation de la compétition dans certaines disciplines (philosophie et théologie): en effet, plus la compétition dans une discipline est, consécutivement à l'accroissement du nombre de membres, intense, plus il y a de chances que soient fréquents les départs vers d'autres objets moins prestigieux mais autour desquels la compétition est moins forte, donc propres à offrir des profits au moins aussi importants (Pierre BOURDIEU, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et Société*, vol. 7, n° 1, mai 1975).

²³ Dans le développement de disciplines, de telles alliances tactiques, qui sont fréquentes, ne sont pas récentes : « À la Renaissance, l'émancipation des peintres et des sculpteurs de la tutelle des guildes et leur ascension du statut des artisans à celui des poètes et académiciens sont attribuées à leur alliance avec les humanistes 2, (Arnold HAUSER, *The Social History of Art*, vol. 2, London, Routledge and Kegan Paul, 1972, p. 54).

3. Différenciation et indifférence

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'au début des années 1960, très peu de spécialistes en sciences sociales et humaines critiquent l'orientation donnée à la recherche et à l'enseignement de la philosophie dans les collèges et universités québécoises²⁴ : non seulement ceux-ci acceptent que leur enseignement soit étroitement lié et même subordonné à celui de la philosophie, mais aussi ils participent aux activités organisées par les professeurs de philosophie²⁵. L'analyse de la participation des spécialistes en sciences sociales et humaines aux congrès annuels de l'Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences (ACFAS) permet en effet de constater qu'avant 1955, il n'y a qu'une faible différenciation entre la philosophie et les sciences sociales et humaines : les philosophes, qui sont habituellement les plus nombreux à présenter des communications (entre 30 et 50%) se regroupent fréquemment avec les membres d'autres disciplines dans une section appelée « Sciences morales et sociales », « Philosophie et sciences sociales » ou « Philosophie et psychologie ». Et même lorsqu'ils se réunissent dans une section autonome, se joignent souvent à eux des non-philosophes - ce sont des scientifiques (Adrien Pouliot, Cyrias Ouellet et l'abbé Vachon), des sociologues (Léon Gérin, Jean-Charles Falardeau, J. de Laplante, R.P. Lévesque, o.p.), des géographes (R. Brouillette), des psychologues et parfois des historiens.

²⁴ C'est en 1958 que paraissent dans *Cité Libre* des articles de Fernand DUMONT et de Jean LEMOYNE qui accusent la philosophie québécoise d'être absente. À la même époque, d'autres intellectuels, dont des philosophes eux-mêmes, remettent en question la recherche et l'enseignement philosophique au Québec: (anonyme) « Sur la condition du philosophe », *Cité Libre*, III, 7, mai 1953, pp. 15-19; Jacques BRAULT, « Pour une philosophie québécoise », *Parti Pris*, 2, 7, mars 1965, pp. 9-16 ; Paul CHAMBERLAND, « Philosophie et quotidienneté », *Essais philosophiques*, Montréal, 1963, pp. 9-22; Maurice LAGUEUX, « Réflexions sur notre enseignement de la philosophie au Collégial », *Cité Libre*, XIV, 56, avril 1963, pp. 22-27. Pour une présentation de ce débat, voir Yvan LAMONDE, *Historiographie de la philosophie au Québec, 1853-1971*, Hurtubise HMH, Montréal, 1972, pp. 43-48.

²⁵ Ils ne refusent pas, par exemple, de contribuer à des revues dirigées par des philosophes et ils y trouvent une importante source de gratification intellectuelle. Le premier texte que publie à l'étranger Jean-Charles FALARDEAU l'est dans une revue philosophique (« Personne humaine et société », *Bulletin de la Société de Philosophie de Bordeaux*, 5e année, n° 25, août 1950).

Tableau 1
Dénomination des sections auxquelles participent les philosophes,
Congrès annuels de l'ACFAS, 1933-1960 (*)

Sections	1933-40	1940-45	1945-50	1950-55	1955-60	1933-60
Sciences morales	2	1	2	—	—	5
Philo. et sciences sociales	2 4	1 2	1 4	1 4	1 1	6 15
Philo. et psychologie (ou pédagogie)	—	—	1	3	—	4
Philosophie	3	2	1	1	4	12
	7	5	5	5	5	27

(*) Sources : *Annales de l'ACFAS*, 1933-1960.

Les philosophes, en particulier ceux de l'Université Laval, se préoccupent durant les années '39 et '40 du développement d'autres disciplines et tentent d'intéresser à leurs activités les membres de ces disciplines. L'on retrouve, en effet, parmi les membres fondateurs de la Société de Philosophie de Québec deux professeurs de la Faculté des Sciences de l'Université Laval, Adrien Pouliot et Cyrias Ouellet, et un littéraire Auguste Viatte. La diversité des champs d'intérêts de cette Société se manifeste aussi dans la variété des conférences qu'elle organise: par exemple, en 1937-38, des conférenciers y parlent d'art et de littérature (A. Viatte) et d'anthropologie (l'abbé Hamel) et, en 1938-39, des recherches du sociologue Sorokin (C. Ouellet, A. Viatte, De Koninck). Compte tenu de l'étroite liaison entre l'enseignement de sciences sociales et de philosophie à l'Université Laval, il n'est guère étonnant que les « jeunes » membres de l'École des Sciences sociales se servent des sessions de l'ACFAS organisées par la Société de Philosophie de Québec comme première tribune et qu'ils y présentent leurs premières communications scientifiques: tel est le cas de Jean-Charles Falardeau qui en 1942 et 1943 expose, dans la section de Philosophie, des recherches qu'il a effectuées pour l'obtention d'une licence en sciences sociales ²⁶. L'intérêt qu'a alors un jeune spécialiste des sciences sociales de côtoyer des collègues philosophes est d'autant plus grand que, d'une part, ceux-ci occupent toujours une position élevée dans le champ intellectuel et dans le système universitaire québécois et que, d'autre part, les associations ou sociétés qui regroupent les spécialistes en sciences sociales sont très peu actives. Ainsi, la Société des Sciences Morales et Politiques, qui est fondée en 1935, ne regroupe qu'une vingtaine de membres dont

²⁶ Le titre de ses deux communications sont « Le communisme réalise-t-il l'idéal absolu du marxisme ? » (1942) et « L'économique est-elle fondamentale dans le marxisme ? » (1943).

les préoccupations sont diversifiées, n'organise que quelques réunions ou conférences et ne participe guère aux congrès annuels de l'ACFAS ²⁷.

L'alliance que les spécialistes en sciences sociales établissent avec les philosophes est certes importante mais elle n'est pas la seule: ceux-ci entrent aussi en contact, selon des modalités et pour des raisons différentes, avec les spécialistes d'autres disciplines, par exemple les géographes humains ²⁸. Dès la mise sur pied des Écoles des Sciences sociales, les responsables introduisent au programme des cours de géographie humaine et engagent des professeurs-géographes : à Montréal, il y a d'abord Émile Miller et ensuite M. Tessier-Lavigne, et, à Québec, Benoît Brouillette. Parmi les diverses sociétés savantes, la Société de Géographie créée en 1939 est de plus, au cours des années 40, l'une des plus dynamiques, même en ce qui concerne les sciences sociales: celle-ci réunit en effet de nombreux intellectuels québécois dont la position dans le champ intellectuel est élevée ²⁹, anime d'importantes réunions d'étude, par exemple celles avec l'ethnologue français Claude Lévi-Strauss ³⁰, et participe activement avec les spécialistes en sciences sociales aux congrès annuels de l'ACFAS. Ce n'est qu'au début des années 1950, c'est-à-dire au moment où les sciences sociales connaissent un développement plus rapide et qu'elles se différencient entre elles, que la géographie se dissocie, en tant que discipline, des sciences sociales et humaines et s'associe, dans le cadre des congrès de l'ACFAS, à la minéralogie et à la géologie. Les spécialistes en sciences sociales et en particulier les sociologues, qui exigent une nouvelle division du travail intellectuel, expriment d'ailleurs, à ce moment, leur prétention à réaliser des monographies et à étudier l'écologie humaine et remettent en question le caractère « monopoliste sinon impérialiste » de la géographie humaine ³¹. Les géographes qui avaient quelques affinités avec les spécialistes

²⁷ Parmi les membres-fondateurs, il y a Jean Bruchési (Histoire), Jean Laureys (H.E.C.), Gérard Parizeau (H.E.C.) et Raymond Tanghe (Géographie). La seule année où la Société est active est 1936: celle-ci présente à la radio une série d'émissions sur les « Événements de 1837-38 au Canada ». Entre 1938 et 1943, la Société ne tient aucune assemblée et ne présente à l'ACFAS aucun rapport d'activités.

²⁸ Parmi les intellectuels qui s'intéressent aussi au champ des sciences sociales, il y a quelque botanistes, en particulier Jacques Rousseau qui effectue alors des recherches en ethnologie et en ethno-botanique. Très actif au sein de l'ACFAS, dont il est pendant longtemps le secrétaire, celui-ci présente fréquemment des communications dans les sections de sciences sociales.

²⁹ Parmi les membres-fondateurs de la Société de Géographie de Montréal, il y a, en effet, non seulement des géographes mais des membres prestigieux d'autres disciplines intellectuelles et scientifiques: Jacques Rousseau, Pierre Dagenais, Mgr Maurault, Jean Bruchési, Léon Lortie, Mgr Chartier, Jean-Marie Nadeau, Frère Marie-Victorin, Aegidius Fauteux, etc.

³⁰ Les deux conférences que présentent en octobre 1945 LÉVI-STRAUSS sont: « À travers déserts et forêts du Brésil central » et « Les tribus les plus primitives de l'Amérique du Sud ».

³¹ C'est à la suite de la publication d'un texte du géographe Benoît BROUILLETTE (« Comment faire une monographie géographique ? », *Cahiers de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, n° 3, 1944), que des professeurs en sciences sociales, en particulier Jean-Charles Falardeau, mettent en question la légitimité du monopole qu'ont acquis les géographes. Voir au sujet de ce débat les textes de Jean-Charles

en sciences sociales évitent alors de s'engager dans une discussion théorique ou épistémologique pour laquelle ils sont moins bien armés et préfèrent se replier vers leur premier groupe de références, qui est celui des géographes. D'une situation qui se caractérisait par une sorte d'indifférenciation, - la géographie était comme les autres sciences sociales et humaines une « science morale », - l'on passe, après une brève période de discussion, à un état d'indifférence et d'ignorance mutuelle quasi totales.

De la même façon mais plus lentement, la spécialisation progressive de l'enseignement des sciences sociales qui est corrélative de la mise sur pied de départements, entraîne l'élimination des cours de « Doctrine sociale de l'Église » et de « Philosophie sociale » qui constituaient originalement le programme d'enseignement des Facultés et, conséquemment, la modification du nom même de certains départements: par exemple, le département de Sociologie et de Morale sociale de l'Université Laval devient, au début des années 1950, lorsque Falardeau en prend la direction, le département de Sociologie³². Un autre indice de cette transformation qu'est la distanciation entre les sciences sociales et la philosophie est la création, à partir de 1945 et principalement de 1955, de sections indépendantes de sciences sociales aux congrès annuels de l'ACFAS. Même si d'une année à l'autre, la dénomination de ces sections changent (« Sciences sociales et géographie », « Ethnologie, linguistique et histoire », « Sciences de l'homme », « Sociologie, anthropologie et psychologie sociale », etc.), ce processus apparaît irréversible, d'autant plus qu'à la fin des années 1950, les spécialistes en sciences sociales se multiplient, envahissent les congrès annuels de l'ACFAS et acquièrent, par l'obtention de prix, une plus grande légitimité culturelle³³.

FALARDEAU: « Analyse sociale des communautés rurales », *Cahiers de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 4, n° 3, 1944; « Qu'est-ce que la sociologie », *Culture*, X, 1949; « Géographie humaine et sociologie », *La Revue de l'Université Laval*, vol. 5, n° 2, octobre 1950.

³² Un autre exemple de cette transformation de l'enseignement des sciences sociales qu'est la dissociation progressive de la sociologie et de la morale est l'évolution que connaît le cours de « Sociologie et morale professionnelle » de l'abbé Gérard Dion: en 1946, ce cours se subdivise en deux cours distincts, celui de « Morale professionnelle » et celui de « Sociologie professionnelle ».

³³ Entre 1945 et 1960, trois spécialistes en sciences sociales obtiennent des prix de l'ACFAS: Marius Barbeau (1946) et Marcel Rioux (1956) reçoivent la médaille Parizeau et le R.P. Lévesque o.p. est en 1959 le récipiendaire de la médaille Archambault. Pendant ces années, les seuls autres spécialistes en sciences humaines ainsi gratifiés sont des historiens: Jean Bruchési (1949), Guy Frégault (1953) et Marcel Trudel (1960).

Tableau 2
Communications en sciences humaines et sociales présentées
aux congrès annuels de l'ACFAS, 1935-1960 (*)

	1935-40	1940-45	1945-50	1950-55	1955-60
Géographie	5.0	11.5	12.0	20.0	20.0
Histoire	17.0	14,0	13.0	5.5	8.0
Linguistique	2.0	6.5	-	3.0	5.0
Pédagogie-Psychologie	38.5	16.5	36.0	15,0	28,5
Philosophie	32.5	45.5	12.0	22.5	11.5
Sciences sociales	5.0	4.0	27.0	34.0	27.0
Autres	—	2.0	—	—	—
TOTAL	100.0 (135)	100.0 (143)	100.0 (85)	100.0 (63)	100.0 (228)

(*) Sources: Annales de l'ACFAS, 1935-1960.

Cependant, même si les spécialistes en sciences sociales prennent leur distance à l'égard des philosophes, il faut éviter d'en conclure qu'ils les ignorent totalement: la philosophie, qui certes est parfois malmenée, réapparaît en effet dans leurs préoccupations de recherche et d'enseignement, en particulier sous la forme de cours en épistémologie des sciences humaines. De plus, l'analyse des citations présentes dans les articles de la première revue sociologique québécoise, *Recherches sociographiques* (janvier 1960 - janvier 1970) permet de conclure que la référence à des auteurs qui ne sont ni sociologues ni anthropologues est relativement fréquente: sur les 616 citations retenues, plus de 30% se rapportent à des ouvrages ou articles d'historiens, de philosophes, d'économistes, etc. Tout se passe comme si la sociologie devait, afin de légitimer la valeur même de ses recherches, s'appuyer, même si c'est en s'y opposant, sur des disciplines considérées comme soit plus rigoureuses soit plus prestigieuses³⁴. Enfin, il y a certains objets d'étude (l'idéologie) et aussi certaines problématiques (le marxisme) qui sont devenus une préoccupation commune en même temps qu'un enjeu important: loin d'être définitivement déterminée, la frontière entre sciences sociales et philosophie apparaît largement flexible et demeure le lieu de confrontations et de transactions entre les membres de ces disciplines.

* * *

³⁴ FOURNIER, Marcel, « De l'influence de la sociologie française au Québec », *Revue Française de Sociologie*, 1972, XIII, pp. 635-636.

Pour mieux se rendre compte que la confrontation entre la philosophie et les sciences sociales n'est ni purement intellectuelle ni même proprement institutionnelle et que les conditions de possibilités d'une « science sociale positive », indépendante de la philosophie sociale ou morale, ne se limitent pas seulement aux caractéristiques sociales, scolaires et psychiques (personnalité charismatique) des fondateurs ou aux caractéristiques d'évolution, de structures et de fonctionnement du système universitaire³⁵, il suffit de faire référence à l'issue de ce débat intellectuel: la relative « victoire » des spécialistes en sciences sociales au début des années 1960 n'est, en effet, pas principalement assurée par leur insertion dans le système universitaire et l'accroissement du nombre à la fois de leurs étudiants et de leurs publications. Beaucoup plus déterminants sont, - corrélativement à l'effritement de l'idéologie dominante de conservation et à la conquête du pouvoir politique (provincial) par une fraction de la petite bourgeoisie qui est plus « moderniste » et plus animée par l'esprit scientifique, - d'une part l'engagement d'un plus grand nombre de sociologues, d'économistes, de politicologues, etc., dans la fonction publique provinciale³⁶ et, d'autre part, l'inscription de ces nouvelles disciplines au programme d'enseignement de niveau collégial³⁷ : les spécialistes en sciences sociales obtiennent alors non seulement une tribune et une audience plus large mais aussi des postes beaucoup plus nombreux. Il ne faut pas croire que les recommandations de la Commission Royale d'Enquête sur l'Enseignement au Québec (Commission Parent), qui est composée de membres d'« anciennes » et de « nouvelles » disciplines, ne sont que le simple reflet des rapports de force entre les membres des diverses disciplines intellectuelles et scientifiques, pas plus qu'elles ne sont que la simple réponse-adaptation du système d'enseignement aux transformations économiques: cette Commission constitue, d'abord et avant tout, une intervention politique et est le lieu d'un ensemble de transactions entre les classes et fractions de classe qui sont intéressées à l'enseignement, c'est-à-dire qui ont investi ou qui comptent investir dans

³⁵ La référence aux caractéristiques de structure et de fonctionnement des institutions universitaires n'en demeure pas moins, dans le cadre d'une analyse du développement de disciplines intellectuelles, indispensable : l'on ne peut pas comprendre, par exemple, que l'Université Laval ait pu résister au cours des années 1940 et 1950 aux pressions du Gouvernement provincial si l'on ne prend pas en considération l'existence, d'une part, d'une longue et solide tradition intellectuelle et, d'autre part, de réseaux fortement structurés. Au sujet de l'importance de ces facteurs, voir: Peter M. BLAU, *The Organization of Academic Work*, New York, John Wiley & Sons, 1973.

³⁶ FOURNIER, Marcel, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. I, mai 1973, pp. 27-59; « La sociologie québécoise contemporaine », *Recherches sociographiques*, XV, 2-3, mai-août 1974, pp. 167-201.

³⁷ L'inscription de cours en sciences sociales au programme d'enseignement collégial était certes déjà amorcée dans divers collèges classiques québécois. L'importance du Rapport Parent est qu'il officialise, légitime et généralise cet enseignement des sciences sociales au niveau collégial. La philosophie demeure alors un enseignement obligatoire parce qu'indispensable à la « formation générale » mais doit accepter, sur un terrain qu'elle avait monopolisé, i.e. celui de la culture générale au niveau collégial, la concurrence des sciences sociales.

l'enseignement afin de maintenir et, si possible, d'améliorer leur position dans la structure sociale québécoise. Et si la philosophie perd alors de son importance, le principe d'explication de cette modification de position ne réside pas principalement dans l'incapacité des philosophes québécois à produire des œuvres originales de haute qualité: l'affaiblissement du poids de la philosophie dans le champ intellectuel apparaît, en fait, largement tributaire du « déracinement » des philosophes, c'est-à-dire non seulement de leur impuissance à se préoccuper des problèmes contemporains et à répondre aux diverses demandes sociales, émanant principalement du champ politique mais aussi et surtout de la faiblesse structurelle de leurs « groupes-soutiens, anciens et nouveaux. Aussi n'est-il guère étonnant que, déchirée entre, d'une part, la volonté de conserver l'appui traditionnel des fractions souvent les plus conservatrices de la petite bourgeoisie traditionnelle dont la place dans la structure sociale est de moins en moins importante et, d'autre part, la nécessité d'acquiescer de nouveaux appuis, tels ceux de mouvements sociaux, syndicaux et politiques progressistes, la philosophie puisse donner l'image d'une discipline « en crise ». Avant d'être intellectuelle, cette « crise » est d'abord politique et sa solution ne passe pas tant par une modification du discours philosophique lui-même que par une transformation de la structure des rapports entre groupes et classes sociales. En un sens, Marx n'avait pas tort d'affirmer, dans la XI^e thèse de Feuerbach, que les philosophes ne devaient pas tant « interpréter le monde » que de le « transformer »: c'est que la condition d'une révolution dans la philosophie ou plus largement d'un changement, dans son contenu et dans sa position sociale, semble être la transformation de la structure même des rapports sociaux.

Marcel Fournier
Université de Montréal

Fin du texte